



FRONTIÈRES FERMÉES, MIGRANTS REFOULÉS,

NPA LE « MONDIAL » DE LA HONTE

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 28 JUIN 2018

Après l'*Aquarius*, cela a été au tour du bateau humanitaire "*Lifeline*" d'être bloqué en mer, avec 239 migrant.e.s à son bord. Ainsi, depuis des années, des navires humanitaires sauvent du naufrage en Méditerranée des centaines d'hommes, de femmes et d'enfants. Mais aujourd'hui, c'est l'effacement, l'indignation, la colère qui saisit tout être humain normalement constitué, face au lamentable spectacle de dirigeants européens se renvoyant la balle, au mépris de vies humaines en danger.

IL FAUT ARRÊTER D'ATTISER LES PEURS ET LES HAINES

Non, l'Europe n'est pas « *submergée* ». Même un nombre élevé de demandes d'asile, comme celui de 2016 – 1,2 million – ne représente que 0,24% des 508 millions d'européens. Soit l'équivalent, en tout et pour tout, de 120 personnes pour une ville de 50.000 habitants, ou cinq personnes pour un village de 2.000 habitants.

Non, un accueil digne des réfugiés ne créerait pas un « *appel d'air* » insupportable. La Suède, plus généreuse que la France en termes d'accueil, n'a jamais été « *submergée* » de réfugié.e.s.

Non, « *toute la misère du monde* » ne débarque pas en Europe. Le dernier rapport de l'ONU sur le sujet indique que sur 68 millions de réfugié.e.s dans le monde, 85% vivent dans des pays en développement.

EUROPE FORTERESSE, CYNISME TOUS AZIMUTS

Il n'y a soi-disant pas d'alternative à l'austérité : c'est le refrain de tous les dirigeants européens. Alors, sacrifices pour les classes populaires et largesses pour les riches et les capitalistes.

Résultat : une frustration et une colère qu'ils tentent tous, à des degrés divers, de détourner en inventant le danger d'une vague migratoire insupportable. Une sorte d'« ennemi » que l'Europe s'invente pour justifier à la fois la militarisation de ses frontières extérieures avec le dispositif *Frontex*, et des accords à coups de milliards avec des pays

peu regardants en matière des droits de l'homme – Turquie, Libye – pour qu'ils fassent le sale boulot et empêchent les migrant.e.s d'atteindre l'Europe.

MACRON MAL PLACÉ POUR DONNER DES LEÇONS À L'ITALIE

Pour Macron, ce serait faire preuve de « *cynisme et d'irresponsabilité* » que de refuser d'accueillir l'*Aquarius* dans un port italien, mais pas de faire la chasse aux migrant.e.s installés dans des camps de fortune à Calais ou à Paris, juste pour les rendre « invisibles », de refouler manu militari les enfants mineurs étrangers et sans famille qui arrivent à pied de l'Italie... ou de faire voter une loi « *Asile-Immigration* » qui va pourrir la vie aux personnes en demande d'asile. La France, comme les autres, entretient le chaos du monde sous couvert de guerre contre le terrorisme au Moyen Orient et ailleurs, protège les intérêts de ses multinationales qui pillent les richesses des pays d'Afrique, ferme les yeux sur les exactions des dictatures...

mais refuse d'accueillir ceux et celles que ce genre de politique contraint à l'exil.

CONSTRUISONS DES PONTS, PAS DES MURS !

Les murs et les barbelés n'ont jamais dissuadé quiconque. Ils rendent juste le voyage des migrant.e.s plus long, plus dangereux, plus coûteux... et profitable aux passeurs.

Parce que personne n'affronte par plaisir tant de risques pour fuir si loin des siens, il faut refuser la logique de tri entre « *bons* » et « *mauvais* » migrants. La liberté de circulation et d'installation ne doit pas être le monopole des riches, des capitalistes et des capitaux. Mais cette ouverture des frontières est impossible sans en finir avec la logique capitaliste-impérialiste qui gouverne la planète.

Pour une Europe de la solidarité, dénonçons l'hypocrisie des Macron et autres qui refusent l'abandon du règlement « *Dublin* » qui fait reposer sur les premiers pays d'arrivée des migrant.e.s – Italie, Grèce, Espagne – la charge de l'examen de leur demande d'asile.



EN FINIR AVEC LA FATALITÉ DU CHÔMAGE ET DES LICENCIEMENTS

Le 7 juin, Ford a annoncé son intention de fermer son usine de Blanquefort – qui emploie 900 travailleurs – malgré 7,6 milliards de dollars de bénéfices en 2017. Mais en 10 ans, ce sont près de 500 000 emplois qui ont ainsi disparu, dans le seul secteur de l'industrie.

Lors de ces plans de suppressions de postes ou de fermetures d'entreprises, moins de 50% des licenciés retrouvent un emploi dans les 2 ans. Et quand une usine ferme, le nombre d'emplois supprimés dans le bassin économique peut être multiplié par trois. Comme à Ford, ces plans touchent souvent des entreprises rentables, qui touchent des millions d'euros d'aides publiques, mais qui dégraissent leurs effectifs pour augmenter la productivité et accroître leurs marges !

Dans la fonction publique aussi, depuis 10 ans, les gouvernements successifs ont opéré des réductions importantes d'effectifs avec, par exemple, la règle du « *non remplacement d'un fonctionnaire sur deux* ». Dans ce secteur, le gouvernement Macron prévoit quant à lui 160 000 suppressions de postes dans le quinquennat.

Mais parce que nous ne sommes pas de vulgaires kleenex qu'on doit pouvoir virer en fonction des besoins du patronat, c'est bien un combat commun – public, privé – contre les licenciements et pour le partage du temps de travail tout de suite qui est à l'ordre du jour !

C'est justement parce qu'ils ont compris que la sauvegarde de leur travail passerait par la lutte commune avec les autres secteurs en luttés que les « Ford » appellent, ce samedi 30 juin, à une manifestation unitaire à Bordeaux, aux côtés d'autres entreprises menacées.

CHANTAGE À L'EMPLOI: UN AIR CONNU

La direction de PSA a fini par obtenir l'accord du syndicat IG Metal sur son plan de « *compétitivité* » concernant Opel. En « échange » d'un maintien des emplois jusqu'en 2023 (après en avoir déjà supprimé 3 700 !), les salariés d'Opel vont devoir s'asseoir sur les 4,3 % d'augmentation qui avaient été obtenus dans la branche de la métallurgie, en ce début d'année.

PSA est habitué à cette mise en concurrence des sites pour les obliger à accepter tous les chantages, pour soi-disant conserver les emplois. Tout cela, on le sait, n'est que mensonge, vu les 25 000 suppressions d'emplois de ces 6 dernières années. La seule chose que cela rend pérenne, ce sont les profits des actionnaires.

APL: ENCORE MOINS POUR LES PLUS MODESTES

Début mai, dans un documentaire sur FR3, Macron avait osé brocarder « *ceux qui pensent que le summum de la lutte, c'est les 50 euros d'APL* ». Une telle « broutille » pour ce « Président des riches » que son gouvernement s'apprête à en remettre une couche en gelant les APL en 2018.

Résultat : après la diminution de 5 euros en 2017, cette non revalorisation rabettera leur montant réel de près de 5 euros supplémentaires en 2018. Mais pour son Ministre de la Cohésion des Territoires – qui doit prendre les pauvres pour des imbéciles – « *il ne s'agit pas d'une baisse (...) mais tout simplement d'une non augmentation* » !

Pourtant, si ce Président s'est indigné du « *pognon de dingue* » que couteraient les aide sociales pour les plus modestes, il ne trouve toujours rien à redire aux 140 milliards d'euros d'aides publiques versées chaque année aux entreprises, alors que leur impact sur l'emploi est quasi nul.

C'est que pour lui, comme pour ses amis du MEDEF, le but du « pognon » est d'abord d'aller grossir les profits de ceux qui en ont déjà, en réduisant toujours la part de ceux qui n'en ont pas, et en leur retirant les droits dont ils disposent.

A LA POSTE : TROIS MOIS DE GRÈVE DANS LES HAUTS DE SEINE

Depuis le 26 mars, 150 postiers des Hauts-de-Seine (Dpt 92) sont en grève reconductible contre la dégradation de leurs conditions de travail et le licenciement de Gaël Quirante, le secrétaire départemental de Sud Poste (contre l'avis de l'Inspection du travail). Alors que les revendications des grévistes pourraient faire l'objet d'un compromis, la Direction ne fait « aucune proposition » et joue le pourrissement. Parce qu'elle sait que leur victoire serait un encouragement aux luttes en cours, à La Poste, contre la précarité et les suppressions de postes. Résultat, 50 000 recommandés et près d'un million de recommandés sont en souffrance.

La Poste a tout essayé pour casser la mobilisation : le licenciement de Gaël Quirante, les poursuites au tribunal pour l'empêcher d'entrer dans les centres de tri, les interventions des CRS, de la BAC, les paies à 0 euros pour l'ensemble des grévistes. Et pourtant, la grève tient !

Les grévistes multiplient même les actions aux côtés des autres secteurs en lutte : cheminots, étudiants, Geodis, Catacombes et Educatrices de jeunes enfants... Un appel d'élus PC, FI, PS exigeant une médiation de la Préfecture et de l'Inspection vient d'être rendu public. Pour les aider à tenir, à la veille d'une deuxième paie à 0 euro pour les grévistes :

Donnez en ligne :

<https://www.lepotcommun.fr/pot/kgmfkl66>

MAIL POUR NOUS CONTACTER:

nparenaultcleon@gmail.com

site national du NPA: www.npa2009.org

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA
www.npa-auto-critique.org

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site « auto-critique » est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

I.P.N.S. - ne pas jeter sur la voie publique